Image not found or type unknown

Euro et crypto-monnaies, vers un nouveau paradigme ?

Actualité législative publié le **28/01/2025**, vu **173 fois**, Auteur : Yanis MOUHOU

Les crypto-monnaies représentent un défi et une opportunité pour l'euro

L'essor fulgurant des crypto-monnaies, de Bitcoin à Ethereum en passant par les stablecoins, a bouleversé le paysage économique mondial. Face à cette révolution numérique, l'Union européenne, à travers ses institutions financières et législatives, se trouve confrontée à des défis juridiques majeurs concernant la régulation des crypto-actifs et la préservation de la souveraineté de l'euro. Comment l'Union européenne peut-elle intégrer cette nouvelle technologie tout en protégeant ses intérêts économiques et sa monnaie unique ?

L'Euro : Une monnaie de souveraineté et de stabilité

L'euro, lancé en 2002, représente non seulement la monnaie officielle de 20 des 27 États membres de l'Union européenne, mais aussi un pilier fondamental du marché unique européen. En tant que deuxième monnaie de réserve mondiale après le dollar, l'euro joue un rôle clé dans les échanges commerciaux, les réserves de change des banques centrales et les transactions internationales. Ce statut particulier permet à la zone euro d'exercer une influence économique et géopolitique importante sur la scène mondiale.

L'euro bénéficie de la stabilité offerte par les politiques monétaires de la Banque centrale européenne (BCE), qui intervient pour réguler l'offre monétaire, contrôler l'inflation et assurer la stabilité financière au sein de la zone euro. Cependant, l'émergence des crypto-monnaies soulève la question de leur impact sur la demande et la position de l'euro, notamment en tant que moyen de paiement, réserve de valeur et unité de compte.

Les Crypto-Monnaies : Une concurrence ou une complémentarité à l'Euro ?

Les crypto-monnaies, par leur nature décentralisée et leurs mécanismes technologiques (blockchain), échappent aux systèmes monétaires traditionnels. En conséquence, elles offrent des avantages apparents en termes de rapidité des transactions, de faible coût et de transparence. De plus, elles sont souvent perçues comme une alternative face à des monnaies fiduciaires comme l'euro, notamment par les investisseurs ou les utilisateurs recherchant un actif moins soumis aux politiques monétaires des banques centrales.

Cependant, les crypto-monnaies présentent aussi des risques considérables pour la stabilité financière, comme leur forte volatilité, leur usage potentiel pour des activités criminelles (blanchiment d'argent, financement du terrorisme) ou leur impact sur la souveraineté des monnaies nationales. L'adoption massive des crypto-monnaies pourrait, à terme, réduire la demande pour l'euro, notamment dans les pays de la zone euro, si des individus ou entreprises

choisissent de les utiliser comme moyen de paiement ou réserve de valeur. Ce phénomène, parfois désigné sous le terme de "dédollarisation", pourrait également toucher l'euro, bien que son impact immédiat semble moins prononcé que pour d'autres monnaies comme le dollar américain.

La régulation des Crypto-Monnaies dans l'Union Européenne : Le Règlement MiCA

Pour répondre à ces défis, l'Union européenne a entrepris de réguler le marché des crypto-monnaies. Le **règlement MiCA (Markets in Crypto-Assets)**, adopté en 2023, constitue un tournant dans la régulation des crypto-actifs au sein de l'UE. MiCA vise à fournir un cadre juridique cohérent et uniforme pour la gestion des crypto-monnaies, en mettant l'accent sur la protection des consommateurs, la stabilité financière, et la lutte contre les risques liés aux activités criminelles.

Les objectifs de MiCA sont multiples :

1. **Encadrer les émissions de crypto-actifs** : Les entreprises qui souhaitent émettre ou proposer des crypto-actifs doivent se conformer à des règles strictes en matière d'information, de transparence et de gouvernance. Elles doivent fournir des prospectus détaillant les risques et les caractéristiques des produits qu'elles proposent.

2. **Assurer la protection des investisseurs** : MiCA impose des obligations de diligence et de transparence pour les prestataires de services en crypto-actifs, afin de garantir un niveau de sécurité juridique et financier aux utilisateurs.

3. **Stabiliser les stablecoins** : Les stablecoins, ces crypto-monnaies adossées à des réserves de monnaies fiduciaires comme l'euro, posent un risque particulier en raison de leur potentiel à influencer les marchés financiers et à interférer avec les politiques monétaires nationales. MiCA impose des exigences strictes pour les stablecoins qui souhaitent être utilisés dans l'Union européenne, en particulier concernant leur régulation et leur conversion en monnaie fiduciaire.

4. **Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme** : Le règlement MiCA vise également à mettre en place des mécanismes rigoureux pour surveiller et prévenir l'utilisation des crypto-monnaies à des fins illicites, en imposant des obligations de connaissance du client (KYC) et de déclaration des transactions.

Bien que MiCA ne cherche pas à interdire l'utilisation des crypto-monnaies, il établit un cadre juridique solide pour les réguler et les intégrer dans le système financier existant, tout en préservant la stabilité économique de la zone euro.

L'Euro Numérique : Une Réponse de la BCE ?

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés

La **Banque centrale européenne (BCE)**, consciente des défis posés par les crypto-monnaies et du potentiel des technologies numériques, a également lancé des recherches sur le développement de l'**euro numérique**. Ce projet de **monnaie numérique de banque centrale (CBDC)** vise à compléter les paiements numériques en euro tout en assurant une plus grande sécurité, une réduction des coûts et une meilleure inclusion financière.

L'euro numérique ne serait pas une crypto-monnaie au sens traditionnel du terme, mais une version numérique de l'euro, émise et régulée par la BCE. Il permettrait de combiner les avantages de la blockchain avec le contrôle et la régulation d'une autorité centrale. Ce projet soulève cependant des questions concernant la vie privée des utilisateurs, la sécurité des systèmes et les risques d'une plus grande surveillance des transactions.

L'euro numérique pourrait également répondre aux préoccupations de certains consommateurs qui se tournent vers les crypto-monnaies pour leur indépendance par rapport aux banques et aux institutions financières. En offrant une alternative officielle et sécurisée, l'euro numérique renforcerait la position de l'euro face à des acteurs externes, tout en maintenant le contrôle des politiques monétaires au sein de la zone euro.

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés